

POLITIQUE DE CONFIDENTIALITE CONFORMEMENT AUX ART. 13 ET 14 DU REGLEMENT (UE) 2016/679

Même si les revendeurs sont généralement organisés en société (ci-après, la « **Société revendeuse** »), il est possible que, pendant la procédure d'enregistrement de la Garantie, effectuée par la Société revendeuse à la place du consommateur (c'est-à-dire la personne qui a acheté un produit auquel la Garantie se réfère) ou par ce dernier, Laminam S.p.A. prenne connaissance de certaines données à caractère personnel telles que le nom, le prénom et l'adresse e-mail (ci-après, les « **Données à caractère personnel** ») du représentant légal de la Société revendeuse ou de ses représentants (ci-après, les « **Personnes concernées** »). Par conséquent, en sa qualité de responsable du traitement, Laminam (ci-après, le « **Responsable** ») juge opportun de fournir les courtes informations suivantes concernant le traitement éventuel des Données à caractère personnel des Personnes concernées, bien que ce soit dans le cadre de dans leur fonction d'entreprise/institution.

1) FINALITES ET BASES JURIDIQUES DU TRAITEMENT ET CONSEQUENCES DE LA NON-COMMUNICATION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DEMANDEES

Les données à caractère personnel pourront être traitées pour les finalités suivantes :

- a) gérer la demande d'enregistrement de la Garantie et toutes les tâches, y compris organisationnelles, qui en découlent, y compris l'envoi de communications de service, notamment automatisés, aux coordonnées fournies (par exemple pour notifier l'enregistrement, pour la réception du certificat de garantie, etc.) et pour effectuer les activités d'assistance et de soutien en rapport avec la procédure d'enregistrement de la Garantie ;
- b) faire valoir et/ou défendre les droits du Responsable dans les lieux autorisés par la loi, y compris par des initiatives extrajudiciaires et également par des tiers ;
- c) exécuter des obligations liées à des dispositions de loi, civiles ou fiscales, de réglementation communautaire, de normes, codes et procédures approuvées par des autorités et autres institutions compétentes, ainsi que pour donner suite aux demandes de la part des autorités administratives ou judiciaires compétentes et, plus en général, de sujets publics dans le respect des formalités de loi ;
- d) pour la promotion de produits de Laminam analogues à ceux déjà achetés et commercialisés par la Société revendeuse.

Les bases juridiques des traitements sont :

- aux fins visées au point a), l'exécution de mesures précontractuelles, comme décrit dans la lettre a) ;
- aux fins visées au point b), l'intérêt légitime du responsable à une pleine défense de ses droits ;
- aux fins visées au point c), l'exécution des obligations légales de la part du Responsable ;
- aux fins visées au point d), l'intérêt légitime du Responsable à renforcer son rapport avec la Société revendeuse.

Le traitement des Données à caractère personnel pourrait être nécessaire pour répondre aux fins a), b) et c). Par conséquent, tout défaut de fourniture, même partiellement, empêcherait de terminer la procédure d'enregistrement et l'accomplissement des obligations liées à son exécution (y compris, donc, celles relatives à la gestion opérationnelle et administrative de celle-ci) ou toute activité d'assistance. D'autre part, l'opposition au traitement des Données à caractère personnel pour les fins visées au point d) n'affecte en aucune façon l'enregistrement de la Garantie, ni les activités ultérieures qui y sont liées ; dans ce cas, la communication des Données à caractère personnel est facultative.

2) MODALITES DE TRAITEMENT ET DESTINATAIRES DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données à caractère personnel seront traitées au moyen d'outils manuels ou informatiques exclusivement de la part de sujets autorisés et formés opportunément.



En outre, pour la réalisation des fins susmentionnés, les données à caractère personnel peuvent être divulguées à/connues de :

- i. personnes autorisées au traitement du Responsable (salariés/opérateurs et collaborateurs) ;
- ii. sociétés et professionnels tiers fournissant des services au Responsable (par exemple, assurances, sociétés de services comptables, cabinets juridiques) ;
- iii. techniciens informatiques, uniquement dans la mesure où ils sont nécessaires pour assurer le fonctionnement des programmes et procédures informatiques utiles à l'exercice des activités du Responsable, dûment autorisés ;
- iv. sociétés et tiers professionnels chargés de faire valoir les droits, intérêts, prétentions du Responsable issus du rapport avec la Société revendeuse et les Personnes concernées ;
- v. organismes d'État, organismes publics et privés, notamment après des inspections et vérifications ;
- vi. sujets pouvant accéder aux Données à caractère personnel en cas de dispositions de loi ou de normes secondaires ou communautaires.

Les destinataires susmentionnés opèrent, selon les cas, en tant que sous-traitants du traitement, responsables autonomes du traitement ou autorisés. Pour connaître la liste mise à jour des destinataires ou demander des informations supplémentaires sur les catégories de personnes susceptibles de prendre connaissance de leurs données à caractère personnel, les Personnes concernées peuvent contacter directement le Responsable, en écrivant aux coordonnées indiquées au par. 6.

3) TRANSFERT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL HORS EEE

S'il s'avère nécessaire afin d'atteindre les objectifs énoncés au par. 1 de transférer des Données à caractère personnel vers des pays tiers, ce transfert aura lieu conformément aux exigences prescrites par la législation européenne et donc en présence de conditions et de garanties qui assurent un niveau de protection des données à caractère personnel conforme à celui requis par le RGPD. Cela peut se produire dans le cadre de l'exécution de services fournis à Laminam par des tiers.

4) PERIODE OU CRITERES DE CONSERVATION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les Données à caractère personnel seront conservées par le Responsable pendant le temps strictement nécessaire aux objectifs pour lesquels elles ont été recueillies ; notamment :

- pour les finalités indiquées au par. 1, lettre a) : au moins jusqu'à l'échéance de la période de validité de la Garantie ;
- pour les finalités indiquées au par. 2, lettre b), donc pour garantir le droit de défense du Responsable : au moins jusqu'à l'éventuel exercice du droit d'opposition des Personnes concernées, tout en considérant qu'en cas de problématiques, anomalies, contestations ou controverses, même non judiciaires, les Données à caractère personnel seront conservées pendant une période égale au terme de prescription avec un supplément d'une période de six mois pour le constat, l'exercice ou la défense d'un droit du Responsable ;
- pour les finalités indiquées au par. 1, lettre c) : pour la durée de la loi ;
- pour les finalités indiquées au par. 1, lettre d) : jusqu'à l'exercice du droit d'opposition de la part des Personnes concernées et quoi qu'il en soit pour une période maximale de 24 mois à partir de l'enregistrement de la Garantie.

En cas d'opposition, les Données à caractère personnel seront supprimées, sauf si d'autres activités sont menées par le Responsable et nécessitant ces données ; dans ce cas, les Données à caractère personnel ne seront pas supprimées mais ne



seront plus traitées pour la finalité spécifique pour laquelle les Personnes concernées ont exercé l'opposition (mais pourront être traitées, si nécessaire, pour les autres finalités). Une fois l'opposition reçue, il peut s'écouler quelques jours avant qu'elle ne soit traitée, puis que les registres/systèmes du Responsable ne soient mis à jour. La désinscription de la réception d'e-mails promotionnels n'interrompra pas les communications de service, telles que les mises à jour relatives à la Garantie pouvant intéresser la Société revendeuse.

Dans tous les cas, une fois les périodes respectives écoulées, toutes les Données à caractère personnel seront supprimées ou anonymisées. Il reste entendu que les termes indiqués pourront être prolongés dans les cas où la conservation pendant une période supplémentaire serait demandée à l'occasion de contentieux, demandes de la part des autorités compétentes ou selon les normes applicables.

5) DROITS DES PERSONNES CONCERNEES

Les Personnes concernées, si les circonstances s'y prêtent, peuvent à tout moment et gratuitement exercer les droits suivants vis-à-vis du Responsable :

Droit d'accès	Droit de rectification	Droit de suppression	Droit de restriction du traitement :	Droit de portabilité des données :
permet d'obtenir du Responsable la confirmation que des données à caractère personnel les concernant sont ou non traitées et, le cas échéant, obtenir l'accès aux données à caractère personnel ;	permet d'obtenir la rectification/intégration des données à caractère personnel inexactes/incomplètes ;	permet d'obtenir, dans les cas prévus par les normes, la suppression de ses données à caractère personnel ;	permet d'obtenir, dans les cas prévus par l'art. 18, par. 1 du RGPD, la restriction (c'est-à-dire le marquage des données à caractère personnel stockées dans le but de limiter leur traitement à l'avenir) du traitement de ses données à caractère personnel ;	dans les cas où le traitement est effectué par des moyens automatisés sur la base juridique du contrat ou du consentement, le droit de recevoir dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, limité aux données fournies au Responsable, les données à caractère personnel les concernant, ainsi que le droit de transmettre ces données à un autre responsable.

Les Personnes concernées ont également le droit :

- de **s'opposer** - pour des raisons à expliciter, liées à une situation personnelle particulière - au traitement des données à caractère personnel réalisé par le Responsable pour la finalité indiquées au par. 1 lettre b), restant entendu ce qui est explicité au par. 4 concernant la conservation des données à caractère personnel ;
- concernant le traitement de ses propres données pour la finalité indiquées au par. 1 lettre d), donc pour la gestion des contacts promotionnels, de **s'opposer** au traitement à tout moment et sans invoquer de motivation, en cliquant sur le *lien* placé en cas de chaque *e-mail* reçu pour la suppression de la *mailing list*.

De plus, les Personnes concernées qui considèrent que le traitement des données à caractère personnel qui les concerne viole



les normes du RGPD, ont le droit de **proposer une réclamation** à l'autorité nationale de surveillance de l'État membre de l'Union européenne où la personne concernée réside ou a son lieu de travail, ou bien du lieu où a eu lieu la violation présumée de son droit (si cet État est l'Italie, le sujet compétent est l'autorité chargée de la protection des données à caractère personnel) **ou de prendre les mesures judiciaires appropriées** (art. 79 du RGPD).

6) CONTACTS DU RESPONSABLE

Laminam S.p.A., ayant siège à Fiorano Modenese (MO) via Ghiarola Nuova 258, N° de TVA/code fiscal IT01969990355.

Pour obtenir plus d'informations, le Responsable peut être contacté aux coordonnées suivantes :

- Par voie postale : au siège social, 41042 Fiorano Modenese (MO), via Ghiarola Nuova 258 ;
- Par téléphone/fax : aux numéros 0536 1844200, fax 0536 1844201 ;
- Par e-mail, à l'adresse : privacy@laminam.com

